

Monsieur le Président,

Vous avez convoqué ce comité technique local afin de recueillir notre avis sur le plan de répartition des emplois pour 2018 dans le département de la Vienne.

Il y a un an, presque jour pour jour, nous lisions ici-même une déclaration liminaire dans laquelle nous nous interrogeons sur le devenir de quatre trésoreries dont l'effectif se retrouvait tellement réduit qu'il ne permettait plus de faire face à la charge de travail pesant sur elles. Dans deux semaines, ces quatre trésoreries (Couhé, l'Isle Jourdain, Mirebeau et Lusignan) fermeront définitivement leurs portes. Elles seront accompagnées dans le néant des services publics par le SIE de Loudun, lui aussi sacrifié sur l'autel d'un libéralisme qui prétend être la seule solution économique viable, alors qu'il n'en finit pas d'échouer et de provoquer le malheur des populations.

Leur fermeture n'est pas encore effective que déjà, ce sont cinq autres trésoreries qui vont se retrouver en situation désespérée : Gençay, Lussac les Châteaux, Dangé Saint Romain, Lencloître et Vivonne. Et la question va se poser du devenir immédiat de ses structures.

Monsieur, le Président, il y a un an, pour votre premier CTL Emplois dans la Vienne, vous nous annonciez triomphalement une augmentation du nombre d'emplois dans le département. Les + 8 emplois de l'an dernier, mathématiquement réels, mais masquant une réalité en trompe-l'oeil, se trouvent effacés par les 10 emplois supprimés en 2018.

Passons sur le mauvais gag de la suppression du deuxième poste d'AGFIP dans la Vienne, libéré en 2014 et non supprimé depuis. Mais regrettons au passage que cet emploi fantôme ne soit pas compensé par la création de vrais emplois de catégorie A, B et C.

6 emplois sur les 10 supprimés concernent trois services qui disparaîtront en 2018 : RH, Pôle de Consignations, Produits divers¹. Ces suppressions de services et les emplois qui vont avec, sont issues de décisions nationales qui s'imposent à nous tous, faute d'avoir su comment les empêcher.

En plus de ces suppressions d'emplois, vous nous proposez aujourd'hui de nous prononcer sur un plan de transferts d'emplois entre structures de la Vienne, conséquence des fermetures de sites que vous avez initiées en 2017. Dans cet exercice, les postes « absorbants » connaissent des fortunes diverses, le cas de la trésorerie de Vivonne s'avérant particulièrement inquiétant.

Enfin, vous nous présentez un plan de transfert d'emplois fondé sur un rééquilibrage de charges entre différents services. Nous vous demanderons de bien vouloir nous expliquer la méthode d'évaluation de la charge de travail que vous avez suivie et qui vous conduit, par exemple, à envisager la suppression de l'emploi d'adjoint de catégorie A à la trésorerie de Saint Georges les Baillargeaux et la création d'un deuxième emploi d'adjoint de catégorie A au SIE de Châtelleraut.

Ces transferts d'emplois internes au département sont le fruit de vos décisions et ne vous sont imposés par personne. Nous en cherchons la logique, de même que nous cherchons une explication à différents projets encore plus sombres qui visent, dans un premier temps et de façon délibérée, les métiers de la comptabilité publique dans la Vienne : spécialisation des trésoreries sur le secteur local, contrôle allégé en partenariat, fermeture des guichets et accueil sur rendez-vous, postes comptables sans numéraire, fusion CSP/SFACT, travail à distance, service d'appui au réseau et, encore, des fermetures définitives de trésoreries.

Monsieur le Président, l'application zélée que vous faites des vagues directives d'une Direction Générale en déliquescence nous interroge.

Au rythme où vous les envisagez, les fermetures de trésoreries laisseront bientôt des pans entiers du territoire départemental sans le moindre guichet des Finances à des dizaines de kilomètres à la ronde. Mais, plus encore que les fermetures de structures, ce sont les modalités d'exercice des métiers qui sont attaquées par vos orientations que d'aucuns jugeront volontaristes, mais que nous qualifierons, pour notre part, de mortifères.

Peut-être cherchez-vous à plaire en haut lieu ou peut-être, en tant qu'ancien de la DGI, avez-vous des comptes à régler avec les services de l'ex-DGCP. Quelle que soit la raison première de ces projets, vous admettez qu'ouvrir une réunion des chefs de service en annonçant, le sourire aux lèvres, que la fermeture de quatre trésoreries est une bonne nouvelle, n'est pas ce que vous avez fait de mieux en un peu plus d'un an parmi nous.

¹ « Recettes non fiscales » selon l'appellation post fusion.

Dans ce déluge d'attaques contre nos services, les métiers de la fiscalité ne seront pas oubliés. Après la départementalisation des SPF, puis celle des SIE, les grandes manœuvres autour du contrôle fiscal débiteront sans doute très vite et la fusion des secteurs d'assiette viendra bientôt dans le paysage, entraînant, là aussi, une profonde réorganisation des métiers.

Sans compter le bouleversement lié au prélèvement à la source, imaginé uniquement pour tailler un peu plus dans les effectifs de la DGFIP et les conclusions, que l'on imagine déjà peu amènes pour nos services, du groupe de réflexion Action Publique 2022.

Monsieur le Président, nos services, nos postes comptables, sont exsangues et votre projet de répartition des emplois pour 2018 nous paraît être de nature à aggraver la situation. Sauf explications convaincantes de votre part sur les différents points que allons aborder, nous voterons CONTRE ce projet.

Les élus FO DGFIP VIENNE